COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministre des Finances a l'honneur de porter à la connaissance de la Communauté Financière Nationale et Internationale, des entreprises, des opérateurs économiques et des ménages que, conformément à la loi n°2010/015 du **21 décembre 2010** portant Loi de Finances de la République du Cameroun au titre de l'exercice 2011 autorisant le Gouvernement à recourir à des émissions de titres publics,

L'État du Cameroun sollicitera, en vue d'assurer la couverture de ses besoins de trésorerie au cours de l'exercice sus visé, le marché des titres publics à souscription libre de la Banque des États de l'Afrique Centrale dès le jeudi 17 novembre 2011 pour un objectif global de 50 milliards de francs CFA, selon le programme indicatif d'émission par adjudication de bons du Trésor assimilables (BTA) ci-après.

N°	Nature de l'émission	Plafond par émission	Date d'annonce	Date de Valeur	Date d'échéance
01	BTA à 13 semaines	10 000 000 000	17/11/2011	25/11/2011	24/02/2012
02	BTA à 26 semaines	10 000 000 000	01/12/2011	09/12/2011	01/06/2012
03	BTA à 13 semaines	15 000 000 000	08/12/2011	16/12/2011	16/03/2012
04	BTA à 26 semaines	15 000 000 000	15/12/2011	23/12/2011	22/06/2012
Total		50 000 000 000	/	/	/

Les caractéristiques de chaque échéance pour laquelle la Banque des États de l'Afrique Centrale est chargée de l'organisation matérielle des séances d'adjudication, feront l'objet d'un communiqué ultérieur. Les souscriptions auxdits titres seront reçues aux guichets des banques agréées Spécialistes en Valeur du Trésor (SVT) au Cameroun.

Le recours aux instruments de marché dans lequel s'est engagé l'État depuis l'exercice 2010, à savoir l'emprunt obligataire **ECMR 5,60% net, 2010 - 2015** et aujourd'hui les bons du Trésor assimilables, s'inscrit dans le cadre d'un objectif stratégique plus large visant d'une part à créer de manière durable et équilibrée, un marché de titres dynamique, performant et, d'autre part de moderniser le mode de financement du Trésor public.

Cette opération offre à cet effet à notre pays la possibilité de se financer par des ressources non inflationnistes, moins onéreuses que le financement monétaire traditionnel mais également, donne l'opportunité aux établissements financiers, aux investisseurs institutionnels, aux entreprises et aux ménages de diversifier leur portefeuille d'actifs financiers ainsi que la gamme de produits de placement susceptibles d'être offerts./-

Fait à Yaoundé, le 14 Novembre 2011

Le Ministre des Finances

(e) ESSIMI MENYE